

POUR UNE SOCIÉTÉ DE LA SOLIDARITÉ, JUSTICE SOCIALE

CONTRE LA PRIVATISATION ET LA MARCHANDISATION DE L'ACTION SOCIALE, UNE POLITIQUE SOCIALE CONCERTÉE ET AMBITIEUSE POUR UNE SOLIDARITÉ DE PROXIMITÉ PASSE PAR DE NOUVEAUX MOYENS AU BÉNÉFICE DES PETITES ET MOYENNES ASSOCIATIONS.

Argumentaire

Le CAC s'interroge sur la nécessité qu'il y aurait d'affecter le principal effort de la puissance publique dans le secteur social à quelques acteurs de la solidarité, à travers des appels d'offre d'un nouveau type. Le gouvernement ne semble plus posséder qu'un seul modèle économique, incertain, pour le secteur social, entre les partenariats-privé-public des « contrats à impact social » et le changement d'échelle de la « French Impact ». **La solidarité**

n'est pas un marché ouvert à la concurrence ! L'action sociale repose sur un vaste ensemble d'acteurs. Les petites et moyennes associations, ont vu fondre les moyens dont elles disposent comme la baisse drastique des subventions et la perte des emplois aidés. Nous demandons la création d'un fonds d'urgence de 1Md€ indispensable à la solidarité de proximité et au maintien d'un lien social fort entre tous les citoyens.



PRINTEMPS DES ASSOCIATIONS CITOYENNES

**LIRE ET SIGNER L'APPEL A MOBILISATION
ET SUIVRE LA CAMPAGNE NATIONALE D'ACTION SUR
WWW.ASSOCIATIONS-CITOYENNES.ORG**